

# Confédération Nationale des Foyers Ruraux

## & associations de développement et d'animation en milieu rural

---

### APPEL DE VOGUË

8 décembre 2009

---

Nous, bénévoles et salariés de la Confédération Nationale des Foyers Ruraux, militants de l'éducation populaire et acteurs du développement de nos territoires, réunis à Voguë à l'occasion de notre Congrès triennal, appelons les citoyens à la vigilance et à la mobilisation face à des projets qui menacent tout à la fois le secteur associatif, l'intervention citoyenne et la capacité à faire vivre les espaces ruraux. Nous pensons notamment :

- ✚ **Aux évolutions proposées par le projet de loi sur la réforme territoriale, en termes de structures, de compétences et de gouvernance des collectivités territoriales** : abandon des Conseils de Développement, suppression de la clause de compétence générale des régions et des départements, mise en cause de l'autonomie financière des communes...
- ✚ **A la mise en œuvre de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP)**, qui au prétexte de simplifier le fonctionnement de l'Etat organise en réalité le démantèlement ou la perte de substance des services qui agissaient au plus près des populations ;
- ✚ **A La généralisation du recours aux appels d'offre par les collectivités locales**, y compris lorsqu'il s'agit de répondre à des besoins d'intérêts généraux. Cette évolution est synonyme de mise en concurrence entre les associations, voire avec des opérateurs privés extérieurs au territoire et n'ayant aucun souci de l'intérêt général ni de l'identité culturelle locale.

En même temps que nos villages se transforment, accueillent de nouvelles populations, s'ouvrent au monde, explorent des avenir possibles, nous assistons, impuissant, au développement de la pauvreté, de la solitude, à la multiplication des situations de désespérance, au repli sur soi.

Face à cela, nous croyons plus que jamais que nos territoires, pour rester des lieux de vie, de partage et de solidarité, ont besoin du lien social que proposent les milliers d'associations. Ils ont aussi besoin de services publics de qualité et de proximité et de politiques ambitieuses de développement durable. Ils ont enfin besoin d'un dialogue civil fécond, avec de véritables espaces de débats citoyens, de confrontations d'idées, de mutualisation d'expériences et d'expertises et de co-construction de projets avec les collectivités locales.

Pour cela, la dynamique associative doit être soutenue à tous les niveaux territoriaux, comme doit être soutenue la capacité des communes, des intercommunalités, des pays, des départements ou des régions, dans leur immense diversité, à innover, à mener des partenariats, à explorer de nouveaux champs de développement ...

**C'est pourquoi nous déclarons solennellement notre solidarité aux collectivités territoriales et aux élus locaux** qui se mobilisent actuellement contre une conception autoritaire de la décentralisation **et appelons les citoyens à prendre position et agir** pour que soit prise en compte la voix de ceux qui font vivre les territoires.